

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Ford, SNCF, Fonction publique...

Face à leur cynisme,

Nos droits !



Photothèque Rouge/JMB



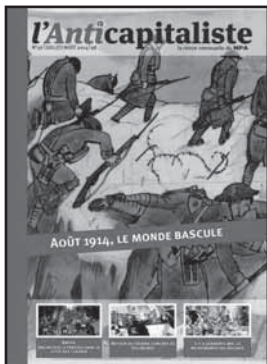
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyer les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3
Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Ford veut se débarrasser de nous, nous ne laisserons pas faire !
- Urgences de Saint-André : après 62 jours de lutte !
- A La Poste, à l'Hôpital, solidarité face à la répression
- Assurance chômage : c'est foireux !
- Echos du bulletin inter-entreprises Pessac-Cestas
- Le transport ferroviaire est malade du capitalisme, pas des cheminots

Migrants p.8-9

- Accueil digne pour les demandeurs d'asile !
- A Gelos, des demandeurs d'asile refusent leur transfert au PRADHA
- Soutien et solidarité avec les squats !
- Quand la SNCF s'égare dans la chasse aux migrants

Internationalisme p.10-11

- Solidarité internationale avec le peuple kurde
- Stop au massacre à la Ghouta !
- Hébron : des jeunes contre la colonisation

Politique locale p.12-13

- Nouvelle Aquitaine, une croissance porteuse de crise
- « Croissance premium », « Cluster Croissance Bleue »... Rousset phosphore pour les patrons
- Avec Macron, la Françafrique continue
- Bourgeoisie bordelaise : un passé esclavagiste qui ne passe pas

NPA33 p.14

- A propos de la réunion-débat sur « L'actualité de la révolution et du socialisme »

Féminisme p.15

- La lutte pour les droits des femmes et l'égalité des sexes : un combat international subversif !

A lire p.15-16

- *Casser du sucre à la pioche*, d'Eric Louis
- *Averroès ou le secrétaire du diable*, de Gilbert Sinoué

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Ford, SNCF, Fonction publique...

Face à leur cynisme : Nos droits !

La nouvelle est tombée : Ford a décidé de se désengager de Blanquefort. Des centaines d'emplois, directs comme indirects, sont menacés, s'ajoutant à la longue liste de ceux des travailleurs de Carrefour, de Tupperware et bien d'autres...

Face à ces annonces, à la violence subie par les salariés, le bal des faux-cul fait fureur : membres du gouvernement Le Maire en tête, comme élus locaux tels Juppé and Co, rivalisent de déclarations et de cynisme, prétendant « soutenir » les salariés menacés... Les mêmes se préparent à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et mènent une offensive sans précédent contre les cheminots et le service public de transport ferroviaire.

Ils s'appuient sur un rapport bidon rédigé par Spinetta, un expert en la matière, lui qui a privatisé Air France quand il en était le PDG ! Au nom de la dette abyssale de la SNCF et de l'état de délabrement catastrophique des installations, il entend faire payer la facture... aux cheminots et aux usagers ! Il faudrait supprimer 5000 postes, en finir avec le statut de cheminot, fermer 9000 km de petites lignes « non rentables »...

E. Philippe a repris à son compte les « principes clés » de ce rapport (sauf la fermeture des lignes... pour le moment) et veut avoir recours aux ordonnances pour en terminer avant l'été. Depuis, la campagne bat son plein contre les prétendus « privilèges » des cheminots, comme s'ils étaient des nantis et qui plus est responsables de la dette de la SNCF, estimée à 46 milliards et dont les intérêts s'élèvent à 1,7 milliard par an !

Cette dette ne tombe pas du ciel, et profite à de vrais privilégiés. D'abord aux banques, puisque l'Etat fait reporter ses investissements ferroviaires sur la SNCF, obligée de s'endetter. Ensuite à des groupes comme Vinci, qui s'approprie aujourd'hui toutes les recettes de la nouvelle ligne LGV Paris-Bordeaux par des « péages »

particulièrement coûteux entraînant, malgré une forte augmentation du trafic, un déficit de 90 millions rien que sur le 2nd semestre 2017.

Arrogant et sûr de lui, le gouvernement multiplie les mauvais coups et les intimidations. Il s'attaque aux migrants avec le projet de loi Collomb, à la jeunesse avec la sélection à l'université, à la Fonction publique... Il mène son offensive contre les cheminots et l'ensemble des travailleurs en espérant qu'ils soient isolés, enfermés et paralysés dans le jeu du « dialogue social ». De fait, si les syndicats de la SNCF dénoncent le rapport Spinetta et la casse des services publics, cela ne les a pas empêchés de se précipiter à la « concertation » ouverte par la ministre des transports Borne, alors que tout le monde mesurait bien la brutalité de l'attaque et la détermination du gouvernement.

Malgré tout, la CGT et SUD Rail appellent les cheminots à la grève et à une manifestation nationale le 22 mars, se joignant ainsi à la journée de grève appelée par les syndicats de la Fonction publique pour la défense du statut des fonctionnaires. Cette journée ne suffira bien évidemment pas à changer les choses, mais elle peut être le début d'une réelle riposte

avec les cheminots, les fonctionnaires, les Ehpad en grève le 15 mars et qui menacent de poursuivre, les jeunes des lycées et des facultés contre la ségrégation sociale à l'université, les travailleurs du privé menacés de licenciement, les retraités qui seront aussi dans la rue le 15 et le 22.

C'est par la convergence de nos luttes, travailleurs, jeunes, précaires, retraités que nous pourrons inverser le cours des

choses, en rompant avec tout « dialogue social »... alors que patrons et gouvernement sont plus que jamais déterminés à passer en force.



Nos vies, pas leurs profits

Ford veut se débarrasser de nous, nous ne laisserons pas faire !

Lundi 5 mars, nous étions près de 300, dont de nouvelles têtes, des employés de bureau, de la maîtrise, au débrayage de 13h, au croisement des équipes de matin et d'après-midi. Dans les discussions, la colère est bien là, l'envie d'agir... mais les sirènes qui veulent nous freiner sont nombreuses, à coups de rumeurs, de bruits pour nous désarmer.

La veille, il y avait eu le petit coup médiatique dans *Sud-Ouest* du président de la CCI Gironde qui prétend qu'un repreneur allemand lui a téléphoné et qu'il a une solution.

Vendredi 2 mars, il y a eu toute l'agitation du ministre Le Maire, qui a reçu à Bercy une délégation syndicale et tous les politiciens locaux, Juppé, Rousset, Gleyze et cie. Ils sont tous au taquet pour se faire mousser et faire croire qu'ils vont agir pour nous. La seule chose qui fait s'agiter ces politiciens, c'est qu'on s'est mobilisé depuis des années et qu'ils s'en souviennent. Le Maire s'est fendu d'un communiqué pour exprimer « à l'attention des 910 salariés concernés un plein soutien et une implication totale ». En réalité, en tout et pour tout, il a réussi à constituer... « un groupe de travail » ! Les « comités de suivis » et autre... on connaît. Ford a déjà mis cinq ans pour ne rien trouver.

Dans les rumeurs, c'est aussi Ford Europe qui faisait savoir, pendant la réunion de Bercy, que des repreneurs s'étaient manifestés et que Ford allait nommer un cabinet spécialisé pour vérifier leur solidité.

Pendant le débrayage, un collègue disait qu'il était urgent de passer une loi contre les « fake news » !

Tous ces bruits vont dans le sens de ceux qui nous ont dit depuis des années qu'il était urgent d'attendre, qu'il fallait rester calme, ne pas faire de vague, ne pas effrayer nos patrons qui travaillaient soi-disant « pour la pérennité du site » ... Ne doutons pas qu'ils seront nombreux encore à nous dire qu'il faut continuer à attendre sagement.

Surtout, toutes ces bonnes âmes voudraient qu'on se préoccupe de trouver une solution industrielle, un repreneur. Mais personne n'a oublié l'épisode avec le repreneur HZ Holding entre 2009 et 2011, incapable de tenir ses promesses de production... mais qui avait su empocher quelques millions d'euros dans l'opération. Pas mal de collègues disent qu'on a déjà donné et ne veulent pas en entendre parler.

On sait aussi que la direction est engagée jusqu'au 24 mai 2018, date qui marque la fin de l'accord qui lui avait permis d'encaisser entre 45 et 50 millions d'euros d'aides publiques, sous la promesse, non tenue, de maintenir 1 000 emplois et de garantir l'avenir de l'emploi sur le site.

Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour c'est de construire la mobilisation pour imposer à Ford de rester et de payer pour



le maintien de tous les emplois. C'est d'entraîner les collègues qui ne sont pas encore convaincus.

Quand le 27 février, un porte de Ford est venu annoncer que le groupe ne fera plus aucune nouvelle production ici et qu'il se désengagera dans le courant 2019, au débrayage qui a suivi, c'est la brutalité de l'annonce qui a pesé, la liquidation pure et simple du site et des près de 900 salariés que nous sommes encore. La CGT dénonçait depuis des années la politique patronale qui consistait à laisser pourrir la situation, « mais quand c'est officiel c'est un choc » disaient plusieurs collègues.

La résistance a commencé dès la fin de cette semaine, avec tous ceux qui disaient « pas question de faire comme si rien ne s'était passé ». Après l'annonce, la plupart des productions ont chuté pour atteindre entre 30 et 40 % des volumes habituels. Dans un secteur, le double embrayage, quelques cadres ont osé faire pression pour exiger une production minimum. Tout ce qu'ils ont réussi à faire, c'est mettre les salariés visés en arrêt maladie.

Pendant le débrayage du 5 mars, on a commencé à mettre en place des actions pour toute la semaine, des diffusions de tracts dans la zone industrielle, en direction de la population, pour préparer une journée usine morte le vendredi 9 mars et une manifestation en direction de la Préfecture. Heureusement, nous avons une histoire, des pratiques, et des liens construits depuis des années avec des équipes syndicales et des militants combattifs. A l'heure où on a besoin de construire la convergence des luttes contre les attaques qui visent tous les salariés, c'est précieux. En fait, tout le passé de lutte redevient d'actualité.

Ce qui nous a permis de maintenir nos emplois depuis des années, c'est notre mobilisation, les actions au salon de l'auto à plusieurs reprises, le blocage de l'usine en 2008.

Nous ne laisserons pas faire, notre mobilisation dans le passé à permis de sauver nos emplois, on continue !

Correspondant, le 6 mars 2018

Nos vies, pas leurs profits

Urgences de Saint-André : après 62 jours de lutte

Le 26 février, les aides-soignant-e-s et l'infirmier-e-s des Urgences ont décidé d'interrompre la grève commencée le 27 décembre 2017. La direction du CHU a reculé sur 2 points importants :

- la constitution d'une équipe infirmière de nuit fixe, signant théoriquement l'arrêt de l'insupportable alternance jour/nuit et se concrétisant par le recrutement de 5 agents,

- le rétablissement de la prime de nuit pour tous les contractuels du CHU, qui seront toujours contraints de passer de nuit mais dans des conditions moins inéquitables.

Ces acquis de 62 jours de lutte sont bien réels, mais de profonds désaccords persistent entre l'équipe et la direction notamment sur le fameux effectif minimum qui ne correspond pas à la charge en soin. Et dans ces conditions, peu de chances que disparaissent les retours sur repos pour remplacer les collègues absents, les trames de planning instables, sans compter un taux important de contractuels précaires et corvéables...

Et cela, dans le contexte très particulier de ces urgences de centre ville accueillant pour une grande part une population fragile, poly-pathologique, personnes très âgées, en situation d'isolement ou d'urgence sociale, migrants... avec plus de 21 000 passages par an.



Et alors que ce nombre ne cesse d'augmenter, il est de plus en plus difficile d'hospitaliser les patients qui arrivent puisque le nombre de lits ne cesse de diminuer depuis des années (gynécologie transférée à Pellegrin, gastroentérologie à Haut-Lévêque).

Aussi, pour nous, la fin de cette grève ne signe pas la fin de la lutte, elle est juste une nouvelle étape dans un processus plus global et non linéaire de prise de conscience des agents du service.

Une étape qui aura servi à affiner la lucidité des agents quant à la réalité des politiques d'austérité menées par l'institution et ses répercussions sur l'organisation de leur travail et au-delà, de leurs vies.

Une étape dans la création d'un collectif solide, centré sur des préoccupations communes, retrouvant la solidarité alors que depuis des années les conditions de travail poussent au repli sur soi.

Une étape vers un mouvement plus général contre la casse du service de santé public ?

Correspondante locale

A la Poste, à l'Hôpital

Solidarité face à la répression

Le 9 février, trois militants de Sud PTT de la Plateforme Colis de Bègles passaient en commission de discipline à Mériadeck. Le motif : la Direction les accuse d'avoir fait rentrer une bouteille d'alcool sur leur lieu de travail, sans avoir la moindre preuve ni de témoignage précis contre eux, ce qui ne l'empêchait pas, dans un premier temps, de les convoquer à des entretiens préalables à licenciement !

L'affaire, montée de toute pièce, visait à essayer de se débarrasser de militants combattifs. Mais vu le peu d'éléments et la solidarité qui s'est exprimée, la direction a finalement fait partiellement marche arrière, demandant 3 mois de mise à pied pour chacun. Des sanctions inacceptables !

Le jour de la commission de discipline, près de 150 personnes, collègues et militants, sont venus dire leur solidarité et dénoncer l'acharnement contre des militants ; une répression destinée à intimider et à menacer l'ensemble des salariés pour essayer de faire accepter des conditions de travail et des cadences qui ne

cessent de s'aggraver.

C'est une répression identique que la veille, au CHU, plus d'une centaine d'hospitaliers et de militants dénonçaient. Un infirmier anesthésiste du SMUR, militant SUD et animateur de la grève à l'hôpital Pellegrin, était convoqué à un entretien disciplinaire pour non prise de service. En pleine grève, il avait été « assigné » par huissier à son domicile après 16 h pour une embauche prévue le jour même à 20 h... Absent à ce moment là, la direction lui reprochait de ne pas avoir regardé dans sa boîte aux lettres en rentrant. Une véritable provocation... et une tentative d'entraver le droit de grève ! Face à la solidarité et à l'avocat présent, la direction a rétro-pédalé et aucune sanction n'a été prise. Mais par ces coups de bluff et de pression, les Directions essaient de faire rentrer dans le rang. Notre solidarité et nos luttes sont nos meilleures armes !

Isabelle Ufferte

Nos vies, pas leurs profits

Assurance chômage : c'est foireux !

Le samedi 3 mars, les militant-es d'AC ! Gironde tenaient leur Assemblée générale annuelle. L'occasion notamment de faire le point sur la nouvelle convention chômage qui se profile.

Le 22 février, après des mois et 7 réunions de négociation, syndicats et patronat ont rédigé une nouvelle convention chômage qui va décider de l'indemnisation des chômeurs pour les 3 ans à venir.

La négociation s'est faite à couteaux tirés avec un accord à minima que les syndicats, sauf la CGT, ont validé.

Plusieurs points ont dominé dans ces négociations :

- Sur les contrats courts de moins d'un mois, qui ont triplé en 20 ans c'est dire l'ampleur du problème, des négociations auront lieu par branches professionnelles sans bonus-malus ni sanctions finalement. Autant dire qu'à ce stade les entreprises vont continuer à précariser !

- Pour les démissionnaires, il leur faudra justifier de 7 ans d'affiliation (le gouvernement demande 5 ans) continue à l'Unedic et présenter un projet professionnel qui devra être jugé « réel et sérieux » par une commission régionale compétente ! Rien que ça ! Et il est précisé d'entrée que seuls 20 à 30 000 demandeurs pourront en bénéficier chaque année soit 2 à 3 % des concernés. On est loin de l'allocation universelle pour tous « promise » par le candidat Macron !

- Pour les travailleurs indépendants, il y aura une indemnité plafonnée à 800 euros par mois (sous le seuil de pauvreté) seulement pour 6 mois et uniquement pour les cas de liquidation judiciaire justifiant aussi un revenu passé de 10 000 euros sur l'année.

On le voit, les conditions sont très restrictives. Cet accord est une arnaque foireuse qui se résume à des droits impossibles à obtenir, des droits dégradés et sur le fond toujours la moitié des



chômeurs non indemnisés. Cet accord passe à l'Assemblée le 21 mars et on verra au final les changements qu'y apportera le gouvernement, qui veut aussi tripler les contrôleurs pour radier plus et faire 10 millions d'économies sur les indemnisations.

Une convention sans le moindre débat public, en se gardant bien de donner la parole aux organisations de lutte contre le chômage et la précarité malgré leur demande. Celles ci appellent à se mobiliser dès ce 21 mars.

Joelle Moreau, Jacques Rimbault

Echos du bulletin inter-entreprises Pessac-Cestas

Des millions d'euros de bénéfice en 2017, quoi en retour pour les employés de La Poste ?

24,110 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 851 millions d'euros de bénéfice net. Ce sont les chiffres astronomiques du groupe La Poste pour l'année 2017. Alors que la direction de La Poste n'arrête pas de pleurer sur la baisse du courrier, le profit de l'entreprise a encore augmenté par rapport à l'année précédente. Pas grand chose à attendre en guise de remerciements pour les agents. Pourtant ce sont bien les facteurs, les agents de tri, les guichetiers, tous les postières et postiers, titulaires ou en contrats précaires, qui font tourner au quotidien l'entreprise. Et si le groupe fait autant de profit c'est aussi parce que le travail est plus dur car il manque des emplois partout. Alors avec tout cet argent, la direction pourrait commencer par augmenter les salaires et embaucher suffisamment de monde !

La Poste renvoyée en correctionnelle pour sous-traitance abusive

Même si cette décision ne signifie pas qu'une condamnation sera prononcée, il s'agit tout de même d'une victoire pour les salariéEs du secteur de la distribution des colis, particulièrement surexploitéEs. En effet, le recours à ce type de pratique est généralisé dans ce secteur. En Île-de-France, La Poste sous-traite ainsi la distribution de 80% de ses colis !

Le début de ce dossier remonte à six ans, à la suite de la mort d'un opérateur qui s'est noyé dans la Seine lorsqu'il distribuait les colis dans les péniches.

Cet événement judiciaire doit servir de levier pour s'opposer au sort de ces milliers de salariés dans la distribution de colis, majoritairement étrangers sans droit et dans l'insécurité sociale permanente.

Bulletin du mardi 27 février

Nos vies, pas leurs profits

Le transport ferroviaire est malade du capitalisme, pas des cheminots

Mercredi 28, des cheminots de toute la région ont participé à un rassemblement à la gare St-Jean pendant un comité d'entreprise. Ils protestaient contre les suppressions de poste prévues, dont 185 sur 300 dans un centre de maintenance de Saintes, ou encore celle des contrôleurs sur Bordeaux-Arcachon.

Interrogés par une journaliste du *Monde* (1), ils ont répondu à la propagande contre leur statut de soi-disant « privilégiés », un « écran de fumée » pour faire passer une réforme qui ne peut être qu'un pas de plus dans la « dégradation lamentable du service public ». Les usagers en font tous les jours l'expérience, des retards chroniques aux pannes qui peuvent aller jusqu'au blocage total pendant des journées entières, comme en a connu la gare de Paris Montparnasse !

Ces dysfonctionnements de la SNCF sont également dénoncés par les exécutifs locaux poussés à réagir par le mécontentement d'usagers qui sont aussi leurs électeurs. C'est ainsi que des maires de Charente se sont invités à la conférence de presse organisée par la SNCF le 22 janvier pour se congratuler du succès de la LGV Paris-Bordeaux ; ils y ont rappelé la dégradation inacceptable et dangereuse de certaines lignes. Juppé, lui, a protesté récemment contre les retards pris par la rénovation d'un pont ferroviaire du Bouscat, à la charge de SNCF réseau.

Rousset est lui aussi prolix en « protestations ». La Région a entre autres rédigé une Contribution (2) pour les Assises de la mobilité organisées par les ministres Hulot et Borne à la fin de l'année dernière. On y dénonce l'état « d'infrastructures à bout de souffle [...] d'équipements, notamment de signalisation, considérablement dégradés – suite à un sous-entretien durant plusieurs décennies ». Et on peut y mesurer l'imbroglio des contrats passés entre la SNCF et les Régions pour qu'elles assurent leur rôle d'« autorité organisatrice » des TER...

Quant aux mesures préconisées par Rousset pour sortir de cette situation, pas de scoop. Il s'agirait de l'ouverture à la concurrence qui inciterait les opérateurs à améliorer la qualité du service tout en baissant les prix... Quant aux travaux de réfection, d'entretien et de constructions nouvelles, il suffirait de les donner en concession aux requins du BTP qui s'engraissent déjà sur les péages d'autoroute et maintenant de la LGV Tour-Bordeaux. LGV qu'il est vital, bien évidemment pour lui, de prolonger jusqu'à Toulouse et Hendaye...

Autrement dit continuer la fuite en avant dans l'ouverture à la concurrence, aux capitaux privés qui ruinent la SNCF à travers la dette et les péages des concessions, politique qui est la seule responsable de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le service public de transport ferroviaire.

Les cheminots comme les usagers n'y sont pour rien, mais en sont les premières victimes. C'est de leur refus de se laisser diviser, de leur union avec la population et les autres salariés pour défendre leurs intérêts communs que pourra naître la seule force capable d'inverser un processus qui, sinon, débouchera sur une situation annoncée, où « les lignes bénéficiaires seront ouvertes à la concurrence et seront exploitées par des entreprises privées, et les petites lignes, celles qui incarnent le service public, seront laissées au bon vouloir du financement des régions, au risque de disparaître »... (1)

Daniel Minvielle

1) Le Monde - 2 mars 2018 - SNCF : « Ce n'est pas en supprimant notre statut de cheminot que les trains rouleront mieux demain » - Cécile Bouanchaud

2) <https://issuu.com/conseilregional/docs/contribution-regionassisesnationales>



TOU-TE-S ENSEMBLE
CHEMINOT-E-S/USAGER-E-S
CONTRE LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT!

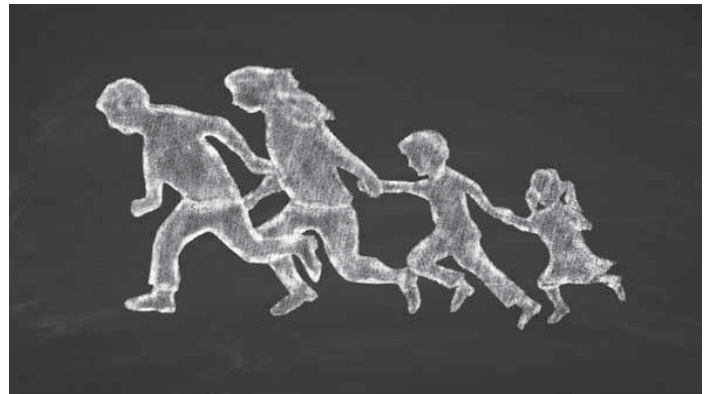
Accueil digne pour les demandeurs d'asile ! Non aux expulsions !

Suite au démantèlement de ladite « jungle de Calais », des milliers de migrants demandeurs d'asile ont été dispersés partout en France dans des Centres d'Accueil et d'Orientation pour réfugiés (CAO).

Ils y étaient toujours sous la menace d'expulsion vers leur pays d'origine. En effet, le règlement Dublin III prévoit que les demandes d'asile doivent être traitées dans le pays dans lequel les réfugiés ont laissé leurs empreintes à leur entrée en Europe, soit la Turquie, la Bulgarie, la Grèce ou l'Italie. Ce qui fait que ces migrants, arrêtés à Calais, sont temporairement hébergés en attendant que ces mêmes pays les renvoient d'où ils viennent pour les empêcher d'atteindre les pays les plus riches du cœur de l'Europe. De fait, la rétention des migrants et réfugiés demandeurs d'asile est ainsi « sous-traitée » aux pays limitrophes de l'Europe avec l'assurance qu'ils ne leur accorderont jamais le droit d'asile !

Depuis fin 2016, le gouvernement a décidé de fermer ces CAO et de les remplacer par des PRAHDA (PRogramme d'Accueil et d'Hébergement des Demandeurs d'Asile). Dans ces nouveaux centres « au rabais », les demandeurs d'asile seront assignés à résidence, pour la première fois obligés de pointer tous les jours au commissariat, sous la tutelle des travailleurs sociaux à qui on voudrait faire jouer le rôle de contrôleurs ! C'est la raison pour laquelle, comme à Gelos, près de Pau, des migrants avec les réseaux militants qui les soutiennent refusent le transfert en PRAHDA.

Monica Casanova



A Gelos, des demandeurs d'asile refusent de quitter le CAO pour le PRADHA

Les résidents du CAO Béterette ont appris la fermeture du centre dans lequel certains étaient réfugiés depuis plus d'un an le 31 décembre dernier. Pour y pallier, l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) a dit héberger en logements individuels ceux ayant obtenu le statut de réfugié, soit 10 sur les 51 réfugiés soudanais ou afghans du centre. Les autres, demandeurs d'asile en procédure normale et en procédure Dublin, devaient aller dans un PRAHDA.

Or, les conditions d'accueil des PRAHDA récemment ouverts ont montré une grande dégradation du logement et de la prise en charge des personnes. En effet, alors que les CAO étaient ouverts avec un prix de journée de 25 € par personne, les PRAHDA fonctionnent avec un prix de journée de moins de 16 €.

Il n'y aura quasiment plus d'accompagnement social pour des personnes en demande d'asile qui ont besoin de connaître leurs droits concernant les démarches auprès de l'OFPPRA (Office Français pour les Réfugiés et Apatrides), la Préfecture, ainsi que pour leurs droits sociaux (papiers, logement, travail, santé, etc.)

Il n'y a aucun budget pour l'interprétariat qui leur est indispensable.

La vingtaine de personnes en « procédure Dublin » ou « du-

blinées », une vingtaine au CAO de Gelos, seraient mises à résidence et sont censées être transférées au PRAHDA en collaboration avec la Police aux frontières pour faciliter les transferts vers les pays concernés. Les conditions d'hébergement, avec très peu de personnel y sont minimalistes (chambres exiguës dans un ex Formule 1, toilettes à l'extérieur qui ne fonctionnent pas toujours, pas d'espaces collectifs, une machine à laver pour 80 personnes, faible accès à internet, interdiction de sortie entre 22h et 8h, expulsion après 3 jours d'absence, etc.).

Une vingtaine de personnes hébergées au CAO de Gelos résistent, vivent toujours au CAO sans personnel ni chauffage, refusant leur transfert. Ils ont créé un collectif des migrants hébergés, le Collectif Des Hommes Avant Tout, demandeurs d'asile et soutiens (auquel le NPA participe), qui multiplie les démarches, manifestations, et a rencontré le Préfet des Pyrénées-Atlantiques pour exiger une solution d'hébergement pour tous, réfugiés ou dublinés, avec l'accompagnement social indispensable et un hébergement digne. Il se bat en même temps pour faire avancer les dossiers de demande d'asile et faire que les « dublinés » ne soient pas renvoyés dans leurs pays de passage ou d'origine dont ils fuient la misère et la guerre.

Correspondance

Soutien et solidarité avec les squats !

Une vingtaine de migrant(e)s africains viennent de gagner au Tribunal d'Instance le droit de vivre au moins 18 mois dans une maison de Bordeaux Métropole qu'ils occupent depuis 6 mois. Une décision judiciaire rarissime qui est avant tout une victoire pour celles et ceux qui appliquent la loi de réquisition (ce que se refusent à faire les « autorités compétentes ») en ouvrant ces squats. Il y en a d'ailleurs plusieurs dizaines sur Bordeaux et la Métropole.

Les occupants de Pessac ont reçu le soutien de militantEs d'autres squats comme La Ruche et Le Squid de Bordeaux pour les aider dans leurs démarches envers la mairie, les associations, les institutions pour trouver des solutions à leurs nombreux problèmes pour la nourriture, la santé, l'insertion...

En 2014, l'INSEE recensait 20 000 logements vides dans la métropole dont une grande partie largement habitable de suite, souvent dans les mains de banques, d'assurances, qui les laissent fermés parfois des années ou à des collectivités comme ce bâtiment de Pessac qui doit être détruit un jour pour en faire un parking.

Le Squid lui, ouvert fin décembre à Bordeaux St Jean, est un grand immeuble qui doit être détruit en 2021. Comme dit une occupante « *On n'a pas la légalité mais on a la légitimité* ». Pour Médecins du Monde, « *face aux défaillances de l'Etat, heureusement qu'ils existent* ».

Jusqu'à l'adjointe à la mairie de Bordeaux qui reconnaît « *la démarche sociale et leur rôle utile* » mais tout en disant « *occuper un bien dont on n'est pas propriétaire c'est un problème* » !

Et bien oui, le problème c'est justement la propriété privée qui est le socle du système capitaliste ! Voilà pourquoi, alors qu'ils ont voté il y a déjà des dizaines d'années cette loi de réquisition de logements vides, les politiques qui se succèdent au pouvoir se refusent de l'appliquer, même pour répondre à une urgence vitale comme nous le voyons de plus en plus. Voilà pourquoi il y a encore 150 000 personnes sans domicile dans ce pays, des millions de mal ou très mal logés alors qu'il y a de quoi loger tout le monde dans de bonnes conditions, 24 h sur 24 et 365 jours par an.

Jacques Raimbault



Le Squid, centre social occupé auto-géré

Quand la SNCF s'égaré dans la chasse aux migrants

Intitulée « Flash Sureté, migrants à bord », une note a été envoyée, mi-février, aux 600 contrôleurs SNCF de la région bordelaise, leur enjoignant « *d'aviser les services de sécurité interne en cas de présence de groupes de migrants sur le quai ou à bord des trains* ». Il était demandé, après avoir indiqué en gros caractères rouges de ne pas s'exposer, de « *recueillir le maximum d'informations (nombre de personnes, présence d'enfants, gare de destination, raisons de cette mobilité...)* ». Et pour finir, « *rédiger un rapport circonstancié et factuel* ». On notera au passage que pour la SNCF, le « migrant », facile à reconnaître, est potentiellement dangereux !

Suite à la réaction de la CGT, pour qui « *les contrôleurs ne sont pas une milice de la préfecture* », la Direction régionale de la SNCF avoue n'avoir pas eu connaissance de cette note avant sa publication, qu'elle n'a donc pas validée ! Il s'agit d'une initiative personnelle, dit-elle, (de haut niveau hiérarchique quand même, peut on penser !), et la note est retirée. Ajouter que cette dernière ne reflète pas la politique de la SNCF nationale

paraît une pure clause de style pour faire face à l'indignation, qui semble avoir parcouru largement le milieu des contrôleurs : en effet, la note serait retirée car elle est « *incomplète et maladroite* » ! C'est peut-être là le pire de l'affaire : l'idée était bonne, mais pas présentée proprement ! Comme cette annonce récente de Pôle emploi Lille, en recherche d'un « *chargé de l'éloignement des étrangers H/F* » et qui, après avoir soulevé l'indignation des réseaux sociaux, a été reformulée en recherche « *juriste spécialisé(e) en droit des étrangers* », sans que le fond de l'annonce ne soit modifié !

Faut-il voir dans ces chasses décomplexées aux migrants, au-delà de la crasse de tel ou tel cadre, une anticipation zélée et servile des politiques de plus en plus répressives du gouvernement, voire une marque qui s'inscrirait dans l'air du temps ? Dans tous les cas, cela rappelle d'autres époques, et nous ne pouvons l'accepter !

Jean-Louis Farguès

Solidarité internationale avec le peuple kurde !

Samedi 24 février, la manifestation kurde de Bordeaux a encore rassemblé plus de 250 personnes, de la place de la Bourse à la Victoire. Depuis le 27 janvier, la population kurde de Bordeaux descend dans la rue tous les samedis pour dénoncer l'offensive militaire de l'armée turque du dictateur Erdogan à Afrin, dans le Nord-Ouest de la Syrie, avec le soutien de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives dont le NPA.

En jouant sur les rivalités entre Washington et Moscou, Erdogan a réussi à lancer une opération militaire d'envergure avec des frappes aériennes, le déploiement de milices islamistes et l'incursion des troupes de l'armée turque sur le sol syrien. Cinq semaines après, et contrairement aux affirmations d'Erdogan d'en avoir fini dans les 3 jours, le peuple kurde résiste. Cette guerre, cyniquement dénommée "Rameau d'Olivier", va aggraver encore

plus les tensions entre les peuples turc, kurde et arabe, repousser toute perspective de vie commune. Son but est la consolidation du régime dictatorial de la Turquie, qui cherche à s'affirmer comme puissance régionale, rivale de la Russie et de l'Iran, et à écraser le peuple kurde de Syrie, considéré comme une menace à sa frontière. L'état d'urgence en Turquie instaure une répression sans précédent de tout mouvement démocratique et d'opposition à la guerre, musèle l'ensemble des travailleurs et de la population.

Si Erdogan se sent les coudées franches, c'est qu'il bénéficie de l'accord tacite de la Russie et de la complicité des impérialismes américain et français. Macron se tait sur le massacre des civils d'Afrin, complice de l'Etat turc. Les accords économiques de milliards d'euros passés avec le dictateur et le deal avec l'Europe sur la rétention des migrants à ses frontières valent plus pour Macron qu'un peuple écrasé sous les bombes.

La lutte pour la démocratie en Turquie et contre le militarisme ne peut passer que par la capacité de résistance et de mobilisation des travailleurs et populations turcs, kurdes et syriens, ensemble, par la lutte pour leur émancipation sociale. Nous leur assurons tout notre soutien internationaliste, en dénonçant et en luttant contre notre propre impérialisme, l'Etat français qui porte une lourde responsabilité dans le chaos créé au Moyen-Orient.

Le NPA apporte son soutien au peuple kurde qui vit depuis cinq semaines dans l'enfer des bombardements turcs à Afrin, piégé et victime des rivalités des puissances qui s'affrontent pour le leadership dans la région, sans autre perspective que la direction nationaliste du PYD, des YPG et des représentants politiques du gouvernement autonome. Tout comme nous apportons notre soutien au peuple syrien, victime du dictateur sanguinaire Assad qui vient de faire en quelques jours près de 600 victimes, la plupart civiles à la Ghouta.

Les peuples ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils n'ont rien à attendre des impérialismes responsables du chaos créé au Moyen-Orient, à commencer par la France de Macron, pas plus que de l'ONU, garante des droits de ces mêmes impérialismes. Seule la lutte pour leur émancipation est à même d'imposer la paix et la démocratie.

Christine Héraud



La population kurde d'Afrin soumise aux bombardements

Mardi 27 mars, un meeting internationaliste de solidarité avec Afrin se tiendra à Bordeaux, à 19H30 à l'Athénée municipal, avec le Conseil démocratique kurde de Bordeaux, soutenu par Ensemble, le GAB, NPA, le PCF, SUD-PTT, AC ! Gironde, la Clé des ondes, le MRAP, OSB IV, Pavé Brûlant, l'UJFP.

Stop au massacre à la Ghouta !

Dimanche 25 février, à l'appel de l'association Syrie Démocratie 33, a eu lieu un rassemblement place de la Victoire à Bordeaux pour dénoncer les massacres du Dictateur Assad et de son allié Poutine contre la population de la Ghouta. Un rassemblement modeste mais qui a permis d'exprimer notre solidarité, notre colère et notre écœurement.

La révolte populaire contre la dictature d'Assad en Syrie, a commencé il y a 7 ans notamment dans cette ville de la Ghouta, banlieue ouvrière et populaire à quelques kms de la capitale Damas. Il y a actuellement 400 000 habitant(e)s dans cette zone qui subissent depuis plusieurs semaines un déluge de feu dont on a pu voir toute la violence dans les médias.

On voit aussi l'hypocrisie des grandes puissances, le mauvais théâtre habituel des discussions à l'ONU pour accoucher de résolutions dont on sait qu'elles ne seront pas appliquées. Ces mêmes Etats impérialistes, dont le nôtre ancien colonisateur de cette région, qui ont toujours été les protecteurs des dictateurs comme Assad tant que cela était bon pour les affaires.

Et maintenant ils voudraient se faire passer pour des défenseurs des peuples qui souffrent avec des discours démagogiques eux qui sont responsables du chaos mondial en particulier au Moyen Orient.

Quel que soit notre pays, en Syrie comme en France et partout, la seule perspective de changement passera par nos luttes, anticapitalistes et internationalistes pour en finir avec toutes les barbaries !

J.R.

Hébron : des jeunes contre la colonisation

Le 24 février, Palestine33 recevait deux militants palestiniens d'Hébron, de l'association YAS : Youth Against Settlements (Jeunes contre les colonies).

Hébron est la seule ville de Cisjordanie où des colonies sont au cœur même de la ville : 700 colons, les plus extrémistes du pays, une bande de fous furieux fanatisés et violents, protégés par 2000 soldats ! Armés, ils ont totale liberté et impunité, alors que les Palestiniens sont sous la loi militaire. Pour ces derniers, contrôles, humiliations, check points font un quotidien invivable ; même faire des courses est une épreuve au résultat incertain ! Les agressions par les colons sont constantes, brutalisant jusqu'aux enfants qui vont à l'école !

La rue Shuhada est devenue un symbole et sa réouverture

l'objet d'une campagne : jadis principale artère commerçante de Hébron, à la suite du massacre en 1994 de 29 Palestiniens dans la mosquée Ibrahim (Tombeau de Patriarches), par le colon Baruch Goldstein, elle est interdite aux... Palestiniens et quasiment vidée !

Le but des colons, qui n'exercent ici aucun travail effectif, est de participer au nettoyage ethnique pour récupérer maisons et terrains et enfin annexer. La pression de colonisation est considérable à Hébron et autour : il s'agit d'établir une continuité territoriale entre Jérusalem et la région du Néguev où Israël implante de la high-tech. Politique qui se généralise à toute la Cisjordanie.

Face à cela, l'association YAS prône des actions non violentes à tous niveaux : résistance à l'occupation et manifestations, très difficile reconquête de maisons occupées, activités éducatives et culturelles (ouverture d'un cinéma), aide au quotidien des habitants. Une campagne qui sert de fil conducteur œuvre à la réouverture de la rue Shuhada, où quelques familles résistent difficilement.

Quand on voit et écoute ces jeunes militants, on ne peut que rêver à un « printemps palestinien » avec ce bouillonnement d'idées et cette détermination qui ne fait pas douter de l'énergie que transporte leur révolte ; une lueur d'espoir.

JLF



Hébron, jeunes manifestants face à l'armée israélienne d'occupation

Nouvelle Aquitaine, une croissance porteuse de crise

Juste avant que la Ford Motor Company annonce qu'elle ne produira plus rien à Blanquefort d'ici à 2019, menaçant de laisser sur le carreau des centaines de travailleurs, la presse régionale se gargarisait : « *Tous les indicateurs sont au vert* », « *les chefs d'entreprise retrouvent de plus en plus confiance* », « *la dynamique économique se consolide* »... Rien de bien original d'ailleurs, tant cette autosatisfaction locale fait écho à la tonalité de la presse économique nationale. Début février, le journal *Les Echos* titrait « *L'économie européenne dans une forme resplendissante* », avec une croissance de 2,4 % dans la zone euro en 2017 et 1,8 % en France, du jamais vu depuis dix ans...

Au niveau régional, une enquête de la CCI montre que 37% des entreprises déclarent une hausse de leurs chiffres d'affaires... mais seulement 13% en ont profité pour embaucher. De son côté, la chambre économique de la Dordogne a elle aussi produit son bilan qui montre que « *Plus de 7 chefs d'entreprise périgourdins sur 10 ont confiance à l'avenir* », mais... « *la reprise ne se traduit pas encore sur le nombre de créations d'emplois et le niveau de rémunération* ». Même topo encore dans le Lot-et-Garonne où une enquête indique que « *la reprise se confirme et s'amplifie* », mais que « *les appels d'offre et les devis se multiplient, même si, il est vrai, les devis demeurent serrés, les marges faibles, les recrutements malaisés et les investissements dans l'attente de signes de relance plus nets* »...

Derrière l'espoir perce le malaise... Pour les patrons, les chiffres d'affaire augmentent, les bénéfices aussi, mais pour les travailleurs, il n'y a pas d'embauche et les plans de licenciements s'additionnent.

La croissance dont ils se félicitent ne fait que concentrer à un niveau plus élevé les facteurs qui provoqueront la prochaine crise. Sans les emplois, les classes populaires s'appauvrissent... et sans leur consommation, la croissance va vite tourner court. Les marchandises trouveront de moins en moins de clients... le plus court chemin vers la récession.

Mais quand le patronat se félicite de la croissance, il parle des chiffres d'affaire, des profits, des dividendes qui reviendront aux actionnaires. Et pour eux tout va bien. Les milliardaires croissent, y compris dans la région, avec les fortunes du vin, comme les Rothschild, Lurton, Magrez ou Castel, 9ème fortune du pays avec plus de 11 milliards de patrimoine professionnel. Ou des industriels comme Fayat, PDG du groupe du BTP, milliardaire aussi, et tant d'autres riches par centaines de millions.

Ces milliards accumulés ont été pris sur le travail, en déposant les salariés de la plus-value qu'ils produisent, et en poussant un nombre de plus en plus important d'entre eux dans la précarité et la pauvreté. En Gironde, le nombre de personnes percevant le RSA est en constante augmentation, près de 40 000 aujourd'hui.

Accumulation de richesses par les capitalistes d'un côté ; appauvrissement, chômage et exploitation durcie pour les travailleurs de l'autre... La croissance provoque le recul social. Les contradictions de ce système ne peuvent que lui péter à la figure.

François Mimvielle

« Croissance premium », « Cluster Croissance Bleue »... Rousset phosphore pour les patrons

Le président de la Région multiplie les dispositifs pour aider les patrons.

Parmi les derniers en date, « Croissance Premium » en partenariat avec la CCI et l'Agence de Développement et d'Innovation, une structure public-privée présidée par le même Rousset, soutiendra cette année 500 PME qui comptent entre 15 et 250 salariés : « *appui à la réflexion stratégique* », « *parcours d'accompagnement thématique* », « *carnets d'adresse* »... et accessoirement des financements venant du fonds régional d'investissement qui dispose en janvier de 120 millions d'euros.

Autre innovation, le « Cluster Croissance Bleue » : « *la croissance bleue, ce sont des enjeux de développement économique, d'emploi, mais aussi de nouveaux médicaments et de bio-technologies grâce à la*

recherche, de tourisme, de construction maritime ou encore de production d'énergie avec les hydroliennes par exemple. L'Océan est une des grandes aventures humaines », s'enthousiasme Rousset. Concrètement, il s'agit de mettre en grappe (cluster) des « *acteurs venus de domaines différents* » (chercheurs, scientifiques, patrons...) pour exploiter au mieux l'océan.

Rousset se démène : « *On essaie de massifier, de faire en sorte que tous les territoires soient concernés, histoire que la théorie du ruissellement fonctionne vraiment* » explique-t-il.

Ce qui va ruisseler, c'est surtout des compétences et de l'argent public au service d'intérêts privés.

F.M.

Avec Macron, la Françafrique continue...

Le 9 février, le *Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples* organisait une réunion à Bordeaux sur Macron et l'Afrique qui est revenue sur son discours de Ouagadougou en novembre 2017.

Après les révoltes du Burkina Faso qui ont chassé du pouvoir Compaoré, Macron veut se donner une nouvelle image, rendant même hommage à Sankara, président assassiné en 1987 lors du coup d'Etat de Compaoré soutenu par la France. Il le dit et le répète : « *Il n'y a plus de politique africaine de la France !* ».

La réunion a été l'occasion de montrer comment les beaux discours ne servent qu'à masquer la continuité de la Françafrique qui prend une nouvelle dimension avec la force G5 Sahel et la question des migrants.

L'impérialisme français ne fait qu'aggraver la situation en Afrique, en particulier par sa politique d'intervention militaire.

Et le fait que l'Ambassade de France ait été visée en même temps que l'état-major burkinabé de l'armée lors des attentats du 3 mars à Ouagadougou souligne le rôle de la France dans la région.

Depuis 2014, l'armée française est toujours déployée au Mali, avec l'opération Barkhane maintenue par Macron. Pour assurer le pillage des ressources, dont l'uranium d'Areva, elle soutient un régime de militaires corrompu et haï de la population, ce qui profite aux groupes djihadistes qui s'étendent maintenant au centre

du pays et aux frontières du Burkina et du Niger.

En juillet dernier, Macron recevait Deby, dictateur du Tchad et vieux pilier de la Françafrique. Celui-ci est au centre du G5 Sahel, renforçant du même coup sa féroce dictature sur le pays.

Interpelé par une étudiante sur le nombre élevés de militaires français déployés en Afrique, Macron a répondu : « *vous ne devez qu'une seule chose aux militaires français : les applaudir !* »... A part ça, la France n'a plus de politique africaine !

Lors du débat, plusieurs interventions dénonçaient aussi cette même politique de soutien aux dictatures sur la question des migrants. Aujourd'hui, Macron cherche à faire examiner les demandes d'asile directement au Niger et au Tchad pour limiter le nombre de migrants en plus de les expulser avec la loi Collomb. L'Union Eu-

ropéenne vient même de verser 200 millions d'euros aux autorités lybiennes pour le contrôle de leurs frontières. Comme le disait une participante, « *les frontières de l'Europe sont en Afrique* ».

Face aux djihadistes, comme face au pillage de l'Afrique et aux dictateurs qui sont là pour le maintenir, les peuples ne pourront compter que sur eux-mêmes, sur leurs révoltes pour imposer la démocratie et leurs droits fondamentaux à en finir avec la misère. Cela passe par un renouveau des idées internationalistes, s'appuyant sur les nombreux liens entre la classe ouvrière en France, avec ou sans papiers, et les peuples d'Afrique. Plus que jamais, nous sommes confrontés aux mêmes adversaires.

Laurent Delage

Macron et Kabore, président du Burkina Faso, 29 novembre 2017



Bourgeoisie bordelaise : un passé esclavagiste qui ne passe pas

A Bordeaux, comme à Nantes, La Rochelle, Le Havre... les vieilles familles bourgeoises se sont enrichies par la traite des esclaves africains entre le 16ème et le 19ème siècle. Et nombre de rues portant les noms de ces familles honorent sans le dire des esclavagistes.

La mairie de Juppé a été interpellée une nouvelle fois en février par l'association Mémoires & Partages qui demande simplement que des plaques soient posées dans ces rues pour expliquer cette histoire. Mais à Bordeaux, contrairement à Nantes, la mairie a refusé de recevoir l'association. Et elle ne reconnaît comme tel-

les que six rues, jouant sur le fait que pour les autres, les noms de famille ne désignent pas forcément ceux qui ont été esclavagistes au sein de ces glorieuses lignées...

Il a fallu attendre 1995 pour qu'un historien nantais, Eric Saugéra, publie le premier ouvrage sur *Bordeaux: Port négrier*. 2009 pour que le Musée d'Aquitaine accorde un vrai espace à cette histoire. Mais en 2018, pour que cela apparaisse simplement dans la rue, ça ne passe toujours pas.

F.M.

Réunion-débat du NPA 33

L'actualité de la révolution et du socialisme

Le NPA 33 organisait le samedi 3 mars une réunion-débat sur l'actualité de la révolution et du socialisme. Le point de départ de la discussion était la simple question « Peut-on changer le monde ? ». Alors que le capitalisme financier et industriel a imposé sa mainmise sur toute la planète, et que tous les Etats sont soumis aux volontés des multinationales, on peut avoir l'impression que la perspective d'une révolution pour une société socialiste et communiste est bien éloignée. Il est fréquent d'entendre que la révolution relève de l'utopie, ou bien qu'on ne pourrait plus viser que des petits changements, à l'échelle d'une coopérative, de petits réseaux d'échanges, de micro-sociétés qui se construisent en marge...

Nous sommes repartis du raisonnement de Marx, pour qui le socialisme, le communisme, n'étaient pas un modèle de société idéale qui serait sorti d'un cerveau génial, mais le mouvement de la lutte des travailleurs pour construire une société débarrassée des rapports d'exploitation et d'oppression. Changer le monde, c'est finalement agir en partant de la compréhension des évolutions actuelles du capitalisme qui rendent possibles une telle révolution vers une société socialiste, communiste.

Ces évolutions sont importantes dans le domaine de l'économie, tant au niveau de la production et des échanges, avec des révolutions techniques, une organisation mondialisée par les multinationales, le poids nouveau du secteur de l'informatique et des communications. Des évolutions qu'il s'agit de comprendre en se dégageant de tout le bluff sur la prétendue « fin du travail », la robotisation qui mettrait fin au travail des ouvriers, etc., pour mieux voir les possibilités qu'elles offrent pour une nouvelle organisation de la société à l'échelle du monde. Les évolutions sont également sociales, avec une transformation de la classe ouvrière, plus nombreuse que jamais, présente dans tous les pays du monde.

L'introduction au débat a permis de prendre la mesure de ces transformations de façon concrète et chiffrée.

Elle a ainsi permis de montrer les contradictions de ce système. Dans le cadre du capitalisme, la révolution technologique se transforme en recul social, le temps libre dégagé par les progrès

de la productivité prend la forme du chômage et de l'exclusion. La destruction de l'environnement par l'économie capitaliste, l'incapacité à gérer les ressources et maîtriser les rapports avec la nature sont d'autant plus insupportables que les connaissances scientifiques et la médiatisation permettent d'en avoir conscience. L'accroissement de la production et la circulation internationale des marchandises se combinent avec la frustration de centaines de millions de travailleurs privés de la jouissance du fruit de leur travail. Alors que les multinationales de la distribution savent de mieux en mieux anticiper les achats des clients, le marché s'oppose à la satisfaction des besoins humains. En même temps que les multinationales organisent la production

en faisant coopérer en leur sein des centaines de milliers de salariés par-delà les frontières, leur parasitisme aggrave la mise en concurrence entre les pays, les tensions internationales, les guerres.

Ces contradictions se ramènent à une contradiction fondamentale, que le capitalisme est incapable de résoudre, entre d'un côté une production collective et socialisée, et d'un autre l'appropriation privée des richesses, la propriété privée capitaliste. Et cette contradiction, c'est bien la lutte de classe qui peut la résoudre par une révolution remettant en cause l'organisation de la production et de la répartition.

Le débat, fourni, a été l'occasion de discuter de la conscience que les travailleurs ont de la possibilité de faire la révolution, alors que les reculs sociaux font remonter nombre de préjugés réactionnaires, mais aussi créent des solidarités et provoquent des révoltes. Discuter aussi du lien entre les luttes quotidiennes des travailleurs et la perspective révolutionnaire, de la prise du pouvoir et la nécessité d'un parti portant cette perspective...

F.M.

On peut retrouver le texte de l'introduction sur notre site www.npa33.org, onglet « Débattre ».

La prochaine réunion portera sur la crise de l'Europe, le 28 avril à 14h30

La lutte pour les droits des femmes et l'égalité des sexes :

Un combat international subversif !

En 1910, la deuxième conférence internationale des femmes socialistes adoptait, sur la proposition de Clara Zetkin, militante révolutionnaire et féministe, la création d'une journée internationale pour les droits des femmes. Dès l'année suivante, des manifestations avaient lieu au mois de mars dans plusieurs pays.

Le 8 mars 1917 à Saint-Petersbourg (23 février du calendrier grégorien), des milliers d'ouvrières descendent dans la rue à l'occasion de cette journée pour exiger la paix, le retour des soldats et du pain. Elles appellent leurs collègues hommes à les rejoindre. Cette journée sera la première d'une révolution qui va secouer le monde entier et amènera les travailleurs et travailleuses russes et

le parti bolchevik au pouvoir. Une révolution dont un des premiers actes sera d'accorder le droit de vote aux femmes.

Depuis plus de 100 ans, le 8 mars est jour international de combat féministe. Une journée que l'ONU et les gouvernements ont institutionnalisée et tenté de contrôler... mais le combat pour le droit des femmes, pour l'égalité entre les sexes, est un combat profondément subversif, qui conteste l'ordre établi, les pouvoirs, les Eglises de toute obédience, tous ceux qui entendent régenter la vie et le corps des femmes et, à travers elles, l'ensemble de la société. Un combat d'une actualité brûlante !

I.U.

A Bordeaux, ce 8 mars, plusieurs initiatives ont lieu :

- un **rassemblement Place de la Victoire** à partir de 15h40 (heure à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement du fait de leur salaire inférieur à celui des hommes) et à 18h par une chaîne humaine qui se déploiera rue Saint Catherine
- une **manifestation nocturne non mixte** qui partira à 20h de la place de la Victoire pour affirmer le droit pour toute femme de se promener seule la nuit dans les rues

Samedi 10 mars de 15h à 18h à la salle cantonale (38 rue de Nuits à Bordeaux) aura lieu une **réunion publique** sur le thème « **Harcèlement, violences, il faut que ça change** » à l'appel du collectif bordelais pour le droit des femmes dont le NPA est membre.

A lire

Casser du sucre à la pioche, d'Eric Louis

Le sucre est néfaste pour la santé... Ce petit livre d'Eric Louis, texte court, sec, brut, montre qu'il est dangereux aussi à produire. Il décrit les conditions de travail d'un cordiste intérimaire, suspendu à sa corde, dans un silo pour casser du sucre à la pioche... Parfois ça peut même être beau à regarder, cette montagne de sucre, s'il n'y avait pas la pression, des conditions de travail déplorables, le risque d'accident permanent.

Ces cordistes sont employés pour réaliser des travaux risqués de nettoyage dans tous les endroits inaccessibles que l'industrie peut inventer. « *Travailler tue, dans l'indifférence* » rappelle Eric Louis, 530 morts au travail pour l'année 2014 (vérifiable dans les statistiques disponibles de l'Institut National de Recherche et de Sécurité).

Il faut lire ce texte, ne serait-ce que pour sortir du cliché sympathique du laveur de vitres, ou du sportif pratiquant l'escalade, pour connaître ce métier de cordiste, conforme au travail « ubérisé » d'aujourd'hui : il faut aller vite, être indépendant et prendre tous les risques, pas de syndicat, le moins possible de code du travail.

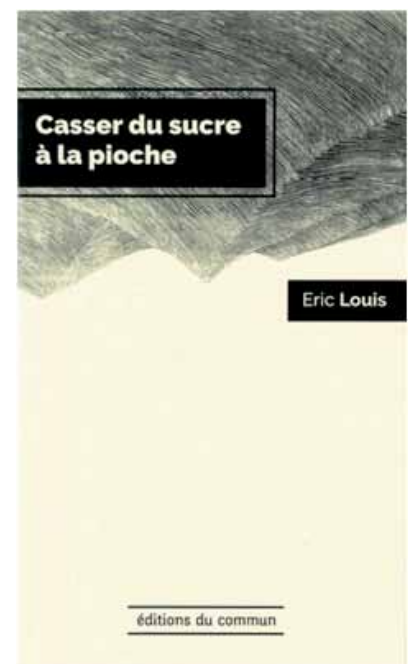
Eric Louis revendique son statut d'ouvrier, les derniers mots de son ouvrage sont : « *Pas de conclusion, pas de morale. Je ne suis pas journaliste ni sociologue. Je suis ouvrier. Demain, je retourne bosser.* »

M.P.

Aux Editions du commun - Juillet 2016 – 28 pages – 4€

Le livre peut se télécharger gratuitement en ligne sur le site de l'éditeur :

<http://www.editionsducommun.org/casser-du-sucre-a-la-pioche-eric-louis/>



Averroès ou le secrétaire du diable

Gilbert Sinoué - Editions Fayard

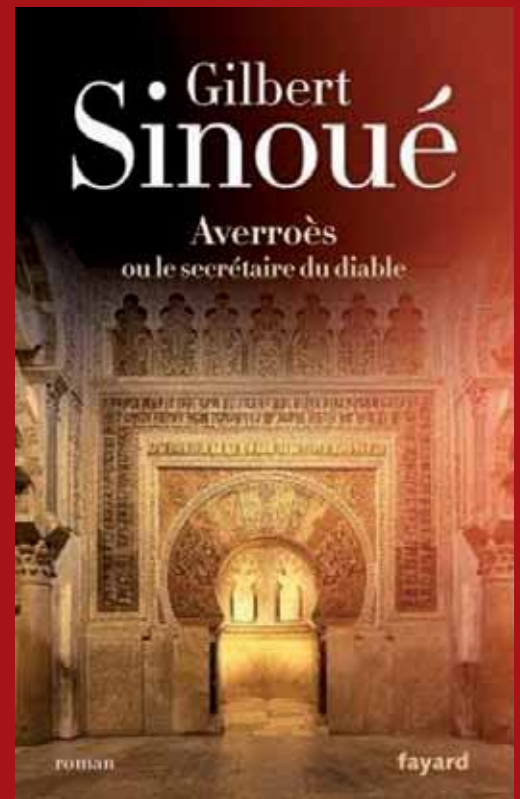
Il s'agit d'une biographie romancée de la vie d'Averroès, né à Cordoue en 1126. Musulman, croyant, difficile à cette époque d'y échapper, c'est avant tout un intellectuel, philosophe inspiré par Aristote et les Grecs, formé au droit, à la médecine, l'astronomie, les mathématiques...

Il aura la reconnaissance, la gloire et le pouvoir, avant de connaître la disgrâce, prix à payer pour l'audace de ses pensées. Il meurt en exil à Marrakech en 1198.

Ce livre nous fait découvrir Al Andalus, l'Andalousie musulmane, une civilisation d'une grande culture, très avancée par rapport au reste de l'Europe à une époque où chrétiens, juifs et musulmans vivaient dans une relative tolérance. On assiste aussi aux luttes d'influences pour le pouvoir entre les dynasties.

Abubacer, son maître en médecine, voyant arriver les mauvais jours pour les esprits éclairés avec la montée de théologiens obscurantistes, lui enseigne la prudence en disant que « *L'encre du savant est plus précieuse que le sang du martyr* ».

Pour Averroès, vouloir concilier la foi et la raison, mettre la logique et les sciences devant tout ne pouvait que lui attirer les foudres de la religion qui est par essence profondément intolérante, obscurantiste, hostile à la raison. Une des choses très intéressantes de ce livre sont les chapitres intercalés dans le récit donnant la parole aux adversaires d'Averroès 10 ans, 50 ans, 300 ans après sa mort. Autant d'attaques de leur part montrant la force de la pensée subversive du philosophe !



Statue d'Averroès à Cordoue

Voilà par exemple ce qu'il pouvait dire :

« *Tout serait écrit par avance ? Les mendiants seraient voués à mourir mendiants ; les puissants prédestinés à l'être, les esclaves voués à l'esclavage ? La logique et la science m'imposent de réfuter cette thèse...* ».

Cet ouvrage est un hymne à la connaissance, à la formation et à la transmission des savoirs qui ne tombent pas du ciel. Ce qui donne aussi de superbes passages pleins de poésie quand il va rencontrer Lobna, une féministe cultivée qui lui apprendra la connaissance des sens qui manquait à ses études !

L'auteur, spécialisé dans les livres d'histoire situés en Orient est aussi un grand conteur et scénariste de cinéma. Ce qui donne une très belle écriture, imagée et chaleureuse qui fait du bien.

Jacques Rimbault